Jdd.fr - Le Journal du dimanche au quotidien
Vendredi 04 Avril 2008

Gandrange: "*Une colère légitime*"

Par Benjamin BONNEAU
leJDD.fr

Lors d'un comité d'entreprise, la direction de l'usine ArcelorMittal de Gandrange a confirmé vendredi la fermeture partielle du site d'ici 2009. Une décision qui va entraîner la suppression de 575 emplois. Furieux, des salariés ont alors saccagé le bureau du directeur. Comme il s'y était engagé il y a un mois, Nicolas Sarkozy va recevoir les syndicats lundi prochain. Et il sera très attendu.

Les salariés de Gandrange restent mobilisés après la confirmation de la fermeture partielle de leur usine. (Reuters)

Sur le même sujet

Vers un nouveau tour de table pour sauver Gandrange

Le Brésil n'ira pas à Gandrange

Gandrange fermera malgré Sarkozy

La situation se tend à Gandrange. Sur la demande de Nicolas Sarkozy en personne, Lakshmi Mittal, le PDG du premier groupe sidérurgique mondial, avait accepté de geler ses projets de fermeture des activités déficitaires (aciérie et train à billettes) jusqu'à la présentation d'un contre-projet par l'intersyndicale. Prévoyant 45 millions d'euros d'investissement pour remettre le site à niveau, le plan a été repoussé par Mittal.

Vendredi matin, la direction de l'usine ArcelorMittal a donc confirmé la fermeture partielle du site mosellan, ainsi que la suppression de 575 postes. Une décision annoncée lors d'un comité d'entreprise tenu au siège du Groupement des entreprises sidérurgiques et métallurgiques (Gesim), à Metz. Une réunion à laquelle n'ont pas été conviés les élus CGT. Escortés par quelques dizaines de salariés, les cégétistes se sont vus opposer une fin de non-recevoir. "*On nous craignait*", nous a expliqué Jacky Mascelli.

La CGT réfléchit "*à d'autres initiatives*"

"*A l'heure où on se parle, la situation s'est apaisée. On a tout de même demandé à nos salariés de rester plus que jamais mobilisés. On leur a d'ailleurs donné rendez vous pour une grande manifestation à Nancy, le 11 avril. D'ici là, on réfléchit à d'autres initiatives*", a expliqué le secrétaire général de la CGT de l'usine de Gandrange, Jacky Mascelli, au *JDD.fr*. Vendredi matin, la situation s'est en effet quelque peu envenimée. Devant le refus catégorique de les laisser assister à la réunion du comité d'entreprise, la colère s'est emparée des militants de la CGT. Ceux-ci décidaient alors de retourner sur le site de Gandrange pour s'entretenir avec leur directeur, Bernard Lauprêtre.

Absent, ce dernier refusait de revenir sur le site pour s'expliquer avec ses salariés. Furieux, les métallos forçaient alors la porte de son bureau. S'en est suivi un saccage en règle. "*La colère des salariés est légitime. M. Laurprête s'est défilé, c'est tout*", tente de justifier Jacky Mascelli, avant de revenir sur les faits du vendredi matin: "*La seule chose que nous, élus de la CGT, regrettons, c'est de ne pas avoir eu accès à la réunion du comité d'entreprise pour pouvoir nous faire entendre. Elle était prévue à 9h15, et nos collègues de la CFDT étaient là à 8h le matin... Et quand on est arrivé, on a refusé de nous laisser entrer.*" Une réunion, qui de toute évidence, n'était que formelle: "*Le CE a été ouvert, il y a eu une déclaration de la CFDT et de la CFE-CGC pour dire que ce n'était pas la peine de nous raconter ce qu'on savait déjà. On a dit qu'on était contre et le président a clôturé le CE*", a ainsi expliqué Patrice Devoti, délégué de la CFDT.

Nicolas Sarkozy recevra les syndicats lundi prochain

Pour sortir de la crise, les métallos comptent maintenant sur une nouvelle main tendue de Nicolas Sarkozy. Le chef de l'Etat, le 4 février dernier s'était ainsi déplacé personnellement sur le site de Gandrange et s'était adressé aux salariés: "*Vous n'êtes pas seuls. On ne vous laissera pas tomber. Parce qu'un pays qui n'a plus d'usines est un pays qui n'a plus d'économie*", déclarait-il alors. Mieux, le président de la République avait expliqué qu'il préférait financer la modernisation du site plutôt que le chômage des ouvriers sur le carreau. "*Qui que soit qui soit propriétaire de l'usine, on est prêt à prendre à notre charge tout ou partie de l'investissement de modernisation*", avait-il affirmé. Des déclarations de bonnes intentions qui font maintenant sourire jaune du côté de la Moselle...

Lundi prochain, Nicolas Sarkozy recevra toutefois les représentants des syndicats à l'Elysée. "*On attend du concret car quand il nous a reçu en janvier, il a pris des engagements. Il les respecte en nous recevant lundi, mais on attend maintenant des vraies propositions. En fonction de ce qui ressortira de cette réunion, on fera le point. Oui, si rien de concret n'est posé sur la table, on n'exclut pas de nouvelles actions entre le rendez-vous de lundi et la manifestation de vendredi. Tout dépendra des intentions de M. Sarkozy*", assure Jacky Mascelli.

Outre ce rendez-vous avec le chef de l'Etat, les salariés de Gandrange attendent également avec impatience l'ouverture, le 14 avril prochain, des discussions sur le plan social. "*Il faudrait au minimum qu'ils (les dirigeants d'ArcelorMittal, ndlr) fassent ce qu'ils ont fait à Liège: la création d'autant d'emplois que ceux qu'ils suppriment, en incluant les sous-traitants et les intérimaires*", espère Edouard Martin, délégué CFDT au comité de groupe européen. Réponse de Mittal: "*Nous nous engageons à assumer pleinement notre responsabilité sociale dans le contexte de ce projet de réorganisation*", a déclaré Daniel Soury-Lavergne, le directeur général. Dans une dizaine de jours la situation de l'usine de Gandrange sera donc un peu claire. Ou plus sombre.

Vous aimez le traitement de l'actualité sur leJDD.fr ? Découvrez chaque dimanche, le Journal Du Dimanche en version PDF sur leJDD.fr ou dans un point de vente près de chez vous.
archives

Economie

Gandrange: "*Une colère légitime*"

Lors d'un comité d'entreprise, la direction de l'usine ArcelorMittal de Gandrange a confirmé ...

Economie

Musique: Combat en ligne

MySpace vient de signer un accord avec trois des principales majors pour créer ...

Economie

Le FMI évoque la récession

Le Fonds monétaire international, que préside le Français Dominique Strauss-Kahn, a amendé ses ...

Economie

Alitalia vers le crash?

C'était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Air France-KLM a ...

EADS: L'AMF expose ses griefs

L'Autorité des marchés financiers a annoncé mardi avoir retenu deux griefs dans le ...

Bras de fer dans le ciel italien

Un pas en avant, deux en arrière... Le bras de fer entre Air ...

Pernod s'endette pour Absolut

C'est officiel. Pernod Ricard a signé avec le Royaume de Suède un contrat ...

Fillon: Des économies de rigueur?

François Fillon a annoncé lundi 31 mars des "mesures d'économie" dans le ...

A Pitesti, les ouvriers aussi sont "low-cost"

Depuis lundi, l'usine Dacia de Pitesti en Roumanie, principal site de fabrication et ...

Plus d'archives